

L'OTAN

Les alliances militaires, la gestion et l'usage des moyens de la guerre

15-16 juin 2023

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Participant du décloisonnement des études sur la guerre dans le cadre du programme *Sorbonne War Studies* de l'université Panthéon-Sorbonne (sorbonnewarstudies.pantheonsorbonne.fr) cet appel à communication propose de revisiter de façon interdisciplinaire la place des alliances militaires dans la sécurité et la défense collectives, et en particulier celle de l'OTAN.

La guerre en Ukraine a remis l'OTAN sur le devant des scènes publiques et médiatiques. Le retour de la guerre interétatique de haute intensité en Europe ravive les attentes de défense collective, redonnant à l'alliance atlantique une place centrale - en témoigne son élargissement à la Finlande et à la Suède.

Les fragilités de l'alliance atlantique

L'OTAN semble revenir de loin. Après l'effondrement du bloc soviétique, la menace qui lui donnait sa raison d'être avait largement disparu (Rynning 2005 ; McCalla 1996). Pendant 30 ans, sous la pression du désengagement américain, des discussions récurrentes et insistantes ont porté sur le partage du fardeau et la disparité des efforts d'investissements militaires des États membres (McGerty, Kunertova, Sargeant and Webster 2022 ; Odehnal and Neubauer 2020). Ces déséquilibres sont généralement expliqués par la tentation d'une stratégie de passager clandestin (Jakobsen 2018 ; Olson and Zeckhauser 1966) ou comme une réponse aux pressions variables de l'État dominant l'alliance (Blankenship 2022).

Les dirigeants américains, qui, à l'instar du Président Donald Trump, iront jusqu'à douter de l'utilité de l'OTAN, ont progressivement tourné leurs regards vers la Chine et l'Indopacifique, devenus des priorités stratégiques. Et la place de l'OTAN dans ce virage géopolitique ne semble pas aisée à trouver (Kim, Lucas, Reynolds and Yano 2022 ; Rynning 2022). L'OTAN apparaît également bousculée par l'évolution des relations russo-turc dans les années 2010 et l'affirmation d'une autonomie stratégique d'Ankara (Güvenç and Özel 2012).

En 2001, la clause de défense mutuelle de l'article 5 avait pourtant été activée après les attentats du 11 septembre. Mais dans leurs réactions militaires, les États-Unis ont souvent privilégié des coalitions *ad hoc*, avec des systèmes de décisions plus souples et mieux contrôlés par la puissance hégémonique.

Les enjeux sécuritaires, institutionnels et industriels du recours à l'OTAN

L'OTAN est toutefois plus qu'une alliance militaire défensive de circonstances. Et 2022 ne marque pas nécessairement le relèvement d'une crise institutionnelle de trente ans (Pomarède, 2020). Alors que l'OTAN préparait la guerre, pendant la guerre froide, elle a concrètement mené des opérations - d'envergure certes limitées - quelques années à peine après l'effondrement du bloc soviétique. Dans les années 1990, l'OTAN a été directement impliquée dans les guerres yougoslaves, en Bosnie-Herzégovine puis en Serbie et au Kosovo. Dans les premières décennies du XXIème siècle l'OTAN a été l'un des instruments de la guerre en Libye et a mené la plus vaste opération militaire de son histoire en Afghanistan (Eichler 2021).

Devenue une organisation de sécurité collective, de gestion des crises, humanitaires et même sanitaires, l'OTAN a bénéficié d'un relatif essor du multilatéralisme. Elle s'est adaptée, a élargi géographiquement et politiquement ses périmètres d'intervention (Hallams, Ratti and Zyla 2013 ; Sperling, Smith and Webbe 2012). Plus largement, l'OTAN est, depuis des décennies, un lieu d'expérimentation, de construction d'instruments et de savoirs. Elle constitue l'un des espaces dans lequel se reconfigurent les concepts de la guerre et de la sécurité, où sont pensées et négociées les nouvelles menaces, où évoluent et se transforment les métiers de la guerre, les professions de la sécurité. Une alliance comme l'OTAN permet de façonner des doctrines, des standards, des outils, une interopérabilité des armées, d'intégrer des chaînes de commandant, de normaliser des équipements. Tous ces effets d'institution sont autant des facteurs de consolidation de l'organisation (Mayer 2014 ; Irondelle et Lachmann 2011).

L'OTAN est également un enjeu industriel et financier considérable. L'interopérabilité des armées, des équipements, les moyens de la dissuasion, les structures de commandement et de planification captent une grande partie des budgets militaires de ses membres et de leurs investissements. L'objectif des 2% du PIB est ainsi devenu, aux yeux des Etats-Unis notamment, un paradigme-test de l'appartenance à l'alliance (Techau, 2015) et, aujourd'hui, dans le contexte du conflit ukrainien, un indicateur du prix à payer pour une défense européenne.

Les alliances militaires dans la dynamique des relations inter-étatiques

Plus fondamentalement encore, s'interroger sur la place de l'OTAN dans le monde contemporain conduit à une réflexion plus large sur l'impact des alliances militaires dans la régulation des tensions inter-étatiques. Les alliances, les pactes, les ligues orientent et organisent, depuis les origines, les relations entre États. Elles sont au cœur de processus qui ont parfois fondé la paix dans l'équilibre des puissances et la dissuasion, d'autres fois mené aux conflits, jusqu'aux plus massifs de l'histoire. De la ligue de Délos au pacte germano-soviétique, de la Sainte alliance à la triple entente, de la ligue d'Augsbourg au Pacte de Varsovie, ou encore l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, les exemples abondent, par centaines, témoignant de la place centrale des alliances militaires dans la construction des États, dans les normes et les pratiques régissant leurs relations (Snyder 2007).

La participation à une alliance s'accompagne d'un aléa moral concernant l'évolution du comportement de ses membres. Les garanties de protection fournies par l'alliance peuvent accroître les risques de conflits en procurant aux États un surcroît d'assurance face à des rivaux, mais aussi les réduire pas ses effets dissuasifs (Benson, Meirowitz and Ramsay 2014 ; Benson 2012). Et comment, dans un système politique mondial structurellement anarchique, s'assurer de la loyauté des membres de l'alliance ? Comment gérer et anticiper les mises à l'épreuve de cette loyauté ? Comment s'exercent à l'inverse des pressions à la déloyauté, pour éviter notamment une intensification et une extension générale d'un conflit (Henry 2020) ?

Et qu'en est-il des tensions entre alliés ? Les alliances facilitent-elles ou compliquent-elles la résolution de ces conflits, comme par exemple la double appartenance à l'OTAN dans le cas de la Grèce et de la Turquie (Krebs 1999) ? Plus généralement, l'OTAN est une organisation par rapport à laquelle, avec et contre laquelle d'autres se définissent et se construisent. Quels sont les enjeux des relations de coopération et de concurrence entre l'OTAN et les autres organisations de sécurité collective contemporaines, en particulier l'Union européenne ? En quoi l'évolution et la solidité des alliances militaires ont-elles un impact sur les risques de guerre à l'âge nucléaire et sur les risques de prolifération ?

Autour de l'OTAN, les questions sont vastes et il apparaît particulièrement fécond de croiser les regards disciplinaires, d'en saisir les dimensions historiques, géographiques, politiques, juridiques, économiques, financières, sociologiques et anthropologiques. C'est pourquoi, les propositions empruntant ou discutant des concepts, des méthodes et des théories d'autres disciplines, ou celles portées par deux ou plusieurs spécialistes de disciplines différentes sont vivement encouragées. Les propositions de communication feront 5 000 à 6 000 signes. Elles seront précédées d'un résumé de 100 mots et suivies d'une liste de 5 références bibliographiques. Elles seront envoyées à Yves Buchet de Neuilly (Yves.Buchet-de-Neuilly@univ-paris1.fr) avant le 15 février 2023. Le comité scientifique rendra son avis avant le 15 mars 2023.

Comité scientifique

Alya AGLAN, Yves BUCHET DE NEUILLY, Grégory DAHO, Hervé DREVILLON, Louis GAUTIER, Caroline MORICOT, Julien POMARÈDE, Olivier RENAUDIE, Yann RICHARD, Stéphane RODRIGUES, Philippe VIAL

Indications bibliographiques

- Brett V. Benson, *Constructing International Security: Alliances, Deterrence, and Moral Hazard*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- Benson, Meirowitz et Ramsay, « Inducing Deterrence through Moral Hazard in Alliance Contracts », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 58, n° 2, 2014, p. 307–335.
- Blankenship B. 2022, “The Price of Protection: Explaining Success and Failure of US Alliance Burden-Sharing Pressure”, *Security Studies*, 30 (5), pp. 691–724.
- Eichler J., 2021, *NATO's Expansion After the Cold War: Geopolitics and Impacts for International Security*, Springer.
- Güvenç S. and Özel S., 2012, “NATO and Turkey in the post-Cold Warworld: between abandonment and entrapment”, *Southeast European and Black Sea Studies*, 12 (4), pp. 533-553.
- Hallams E., Ratti L. and Zyla B. (éds), 2013, *NATO Beyond 9/11: The Transformation of the Atlantic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan.
- Henry, « What Allies Want: Reconsidering Loyalty, Reliability, and Alliance Interdependence », *International Security*, vol. 44, n° 4, 2020, p. 45–83.
- Jakobsen J., 2018, “Is European NATO really free-riding? Patterns of material and non-material burden-sharing after the Cold War”, *European Security*, 27 (4), pp. 490-514.
- Kim E., Lucas H.-D., Reynolds J. and Yano H., 2022, “NATO's position and role in the Indo-Pacific”, *Defence Studies*, 22 (3), pp. 510-515.
- Krebs, « Perverse Institutionalism: NATO and the Greco-Turkish Conflict », *International Organization*, vol. 53, n° 2, 1999, p. 343–377.
- Mayer S. (éd.), 2014, *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, New York, Palgrave Macmillan.
- McCalla R., 1996, “NATO's Persistence after the Cold War”, *International Organization*, Summer, 50 (3), pp. 445-475.
- McGerty F., Kunertova D., Sargeant M. and Webster A., 2022, “NATO burden-sharing: past, present, future”, *Defence Studies*, 22 (3), pp. 533-540.
- Odehnal J. and Neubauer J., 2020, “Economic, Security, and Political Determinants of Military Spending in NATO Countries”, *Defence and Peace Economics*, 31 (5), pp. 517-531.
- Olson M. and Zeckhauser R., 1966, “An Economic Theory of Alliances”, *The Review of Economics and Statistics*, 48 (3), pp. 266–279.
- Pomarède J., 2020, *La fabrique de l'OTAN : Contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Rynning S., 2005, *NATO Renewed: The Power and Purpose of Transatlantic Cooperation*, New York, Palgrave Macmillan.
- Rynning S., 2022, “NATO's Struggle for a China Policy: Alliance, Alignment, or Abdication?”, *Asian Affairs*, 53 (3), pp. 481-499.
- Snyder G., 2007 (1997), *Alliance Politics*, Cornell University Press.
- Sperling J., Smith M. and Webber M., 2012, *NATO's Post-Cold War Trajectory: Decline or Regeneration?*, London, Palgrave Macmillan.
- Techau J., *The Politics of 2%. NATO and the Security Vacuum in Europe*, Carnegie Europe, 2015 - https://carnegieendowment.org/files/CP_252_Techau_NATO_Final.pdf

NATO

Military Alliances and the Management and Use of the Means of War

15-16 June 2023

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

This call for papers is part of an endeavour to decompartmentalise war studies under the *Sorbonne War Studies* programme run by the Université Panthéon-Sorbonne (sorbonnewarstudies.pantheonsorbonne.fr). As such, it proposes to take a fresh look at the role and importance of military alliances, and in particular NATO, in collective security and defence, using an interdisciplinary approach.

The war in Ukraine has once again brought NATO under the spotlight of public and media attention. The resurgence of high-intensity inter-state war in Europe is fanning demand for collective defence and once again giving the Atlantic alliance a key role to play - as witnessed by its expansion to include Finland and Sweden.

The Atlantic alliance's weak points

NATO seems to have stepped back from the brink. After the Soviet bloc's collapse, the threat that had prompted NATO's establishment had largely disappeared (Rynning 2005; McCalla 1996). For 30 years, under the pressure of the United States' withdrawal, there were recurrent, insistent talks about burden sharing and the stark differences between the Member States' military investments (McGerty, Kunertova, Sargeant and Webster 2022; Odehnal and Neubauer 2020). These imbalances are generally attributed to the temptation of a free-rider strategy (Jakobsen 2018; Olson and Zeckhauser 1966) or seen as a response to varying pressures from the alliance's lead Member State (Blankenship 2022).

The United States' leaders, who, like US President Donald Trump, would go so far as to doubt NATO's usefulness, gradually turned their attention to China and the Indo-Pacific region, which had become strategic priorities. And NATO's role in this geo-political shift seems hard to identify (Kim, Lucas, Reynolds and Yano 2022; Rynning 2022). NATO also seems to have been shaken by developments in Russo-Turkish relations in the 2010s and Ankara's assertion of strategic independence (Güvenç and Özel 2012).

And yet, in 2001, the mutual defence clause in Article 5 had been activated after the 11 September terrorist attacks. In its military responses, however, the United States has often preferred ad hoc coalitions with decision systems that are more flexible and better controlled by the hegemonic power.

The security, institutional and industrial issues raised by calling on NATO

NATO, however, is more than a defensive military alliance to be called in as and when the need arises. And 2022 does not necessarily mark the end of an institutional crisis that has been ongoing for 30 years (Pomarède, 2020). While NATO was preparing for war, during the Cold War it actually conducted operations - admittedly on a limited scale - just a few years after the Soviet bloc's collapse. In the 1990s, NATO was directly involved in the Yugoslavian wars, in Bosnia and Herzegovina then in Serbia and Kosovo. In the early decades of the 21st century, NATO was one of the instruments of the war in Libya and conducted the most extensive military operation of its history in Afghanistan (Eichler 2021).

After becoming an organisation devoted to collective security and the management of humanitarian and even health crisis, NATO reaped the benefits of a relative boom in multilateralism. It adapted to the change, and expanded the geographical and political scope of its operation (Hallams, Ratti and Zyla 2013; Sperling, Smith and Webbe 2012). In a broader perspective, NATO has, for decades, been a venue for testing and building instruments and knowledge. It is one of the spaces in which the concepts of war and security are reconfigured, where emerging threats are thought through and negotiated, and where the professions of war and security evolve and adapt. An alliance such as NATO provides a means of crafting doctrines, standards, tools and armed forces interoperability, integrating chains of command and standardising equipment. All of these institutional effects are factors in the organisation's consolidation (Mayer 2014; Irondelle and Lachmann 2011).

NATO is also a substantial industrial and financial challenge. A large part of its members' military budgets and investments are channelled into ensuring the interoperability of the armed forces, the equipment and facilities, the means of dissuasion, and the command and planning structures. The target figure of 2% of GDP has accordingly become, in the eyes of the United States in particular, a test paradigm for membership of the alliance (Techau, 2015) and today, against the background of the war in Ukraine, an indicator of the price to be paid for a European defence mechanism.

Military alliances and the dynamics of inter-state relations

At an even more fundamental level, critically examining NATO's role in today's world leads to a broader reflection on the impact of military alliances in regulating inter-state tensions. From the very beginning, alliances, pacts and leagues have been guiding and organising relations between States. They are at the crux of processes that have sometimes provided a foundation for peace in the balance of power and threats, while at other times led to conflicts and even the most massive wars in history. There are hundreds of examples, from the Delian League to the German-Soviet Pact, from the Holy Alliance to the Triple Entente, from the League of Augsburg to the Warsaw Pact or the Collective Security Treaty Organization: all bear witness to the key role played by military alliances in the construction of the States and in the standards and practices that govern their relations (Snyder 2007).

Involvement in an alliance goes hand-in-hand with a moral hazard regarding the future development of its members' behaviour. The guaranteed protection provided by the alliance may actually increase the risks of conflicts by giving the States greater assurance in the face of their rivals, just as it may also lower the risks by having a dissuasive effect (Benson, Meirowitz and Ramsay 2014; Benson 2012). Not only that but, in a global political system that is structurally anarchic, how can members of the alliance be sure of fellow members' loyalty? How can they manage and anticipate the strains placed on this loyalty? And from a

different angle, how can members be pressured into disloyalty to prevent a conflict from escalating and spreading (Henry 2020)?

And what of tensions among allies? Do alliances facilitate or hinder the resolution of such conflicts, such as in the case of both Greece and Turkey's membership of NATO (Krebs 1999)? In a broader perspective, other organisations define themselves and construct themselves in relation to, with or in opposition to NATO. What are the stakes involved in the relationships of cooperation and competition between NATO and the other contemporary collective security organisations, in particular the European Union? In what respect do the development and the solidity of military alliances have an impact on the risks of war in the nuclear age and on the risks of proliferation?

The questions and issues surrounding NATO are vast and it would appear to be particularly productive to compare different disciplinary approaches and grasp their different historical, geographical, political, legal, economic, financial, sociological and anthropological aspects. Accordingly, proposals that use or discuss concepts, methods and theories drawn from other disciplines, or those supported by two or more specialists in different disciplines, are strongly encouraged. Proposals for papers should be between 5,000 and 6,000 signs. They are to be preceded by a 100-word abstract and followed by a list of five bibliographical references. They are to be sent to Yves Buchet de Neuilly (Yves.Buchet-de-Neuilly@univ-paris1.fr) by 15 February 2023. The Scientific Committee will announce its selection by 15 March 2023.

Scientific Committee

Alya AGLAN, Yves BUCHET DE NEUILLY, Grégory DAHO, Hervé DREVILLON, Louis GAUTIER, Caroline MORICOT, Julien POMARÈDE, Olivier RENAUDIE, Yann RICHARD, Stéphane RODRIGUES, Philippe VIAL

References

- Brett V. Benson, *Constructing International Security: Alliances, Deterrence, and Moral Hazard*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- Benson, Meirowitz et Ramsay, “Inducing Deterrence through Moral Hazard in Alliance Contracts”, *Journal of Conflict Resolution*, vol. 58, n° 2, 2014, p. 307–335.
- Blankenship B. 2022, “The Price of Protection: Explaining Success and Failure of US Alliance Burden-Sharing Pressure”, *Security Studies*, 30 (5), pp. 691–724.
- Eichler J., 2021, *NATO's Expansion After the Cold War: Geopolitics and Impacts for International Security*, Springer.
- Güvenç S. and Özel S., 2012, “NATO and Turkey in the post-Cold War world: between abandonment and entrapment”, *Southeast European and Black Sea Studies*, 12 (4), pp. 533-553.
- Hallams E., Ratti L. and Zyla B. (éds), 2013, *NATO Beyond 9/11: The Transformation of the Atlantic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan.
- Henry, “What Allies Want: Reconsidering Loyalty, Reliability, and Alliance Interdependence”, *International Security*, vol. 44, n° 4, 2020, p. 45–83.
- Jakobsen J., 2018, “Is European NATO really free-riding? Patterns of material and non-material burden-sharing after the Cold War”, *European Security*, 27 (4), pp. 490-514.
- Kim E., Lucas H.-D., Reynolds J. and Yano H., 2022, “NATO's position and role in the Indo-Pacific”, *Defence Studies*, 22 (3), pp. 510-515.
- Krebs, “Perverse Institutionalism: NATO and the Greco-Turkish Conflict”, *International Organization*, vol. 53, n° 2, 1999, p. 343–377.
- Mayer S. (ed.), 2014, *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, New York, Palgrave Macmillan.
- McCalla R., 1996, “NATO's Persistence after the Cold War”, *International Organization*, Summer, 50 (3), pp. 445-475.
- McGerty F., Kunertova D., Sargeant M. and Webster A., 2022, “NATO burden-sharing: past, present, future”, *Defence Studies*, 22 (3), pp. 533-540.
- Odehnal J. and Neubauer J., 2020, “Economic, Security, and Political Determinants of Military Spending in NATO Countries”, *Defence and Peace Economics*, 31 (5), pp. 517-531.
- Olson M. and Zeckhauser R., 1966, “An Economic Theory of Alliances”, *The Review of Economics and Statistics*, 48 (3), pp. 266–279.
- Pomarède J., 2020, *La fabrique de l'OTAN : Contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Rynning S., 2005, *NATO Renewed: The Power and Purpose of Transatlantic Cooperation*, New York, Palgrave Macmillan.
- Rynning S., 2022, “NATO's Struggle for a China Policy: Alliance, Alignment, or Abdication?”, *Asian Affairs*, 53 (3), pp. 481-499.
- Snyder G., 2007 (1997), *Alliance Politics*, Cornell University Press.
- Sperling J., Smith M. and Webber M., 2012, *NATO's Post-Cold War Trajectory: Decline or Regeneration?*, London, Palgrave Macmillan.
- Techau J., *The Politics of 2%. NATO and the Security Vacuum in Europe*, Carnegie Europe, 2015 - https://carnegieendowment.org/files/CP_252_Techau_NATO_Final.pdf